



Dossier n° AP- 025- 527- 25C008

Date de dépôt :	26/09/2025
Date de l'affichage :	03/10/2025
Demandeur :	SARL MM TCP Tana Calda représentée par Mickaël NEUVILLE
Pour :	Pose d'enseigne
Adresse :	6 rue des Ruchers ZAE Les belles Ouvrières 25410 Saint Vit

### Arrêté Municipal autorisant la pose d'enseigne

**Le Maire de Saint-Vit,**

**VU** le code de l'Environnement, notamment ses articles L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65,

**VU** la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP- 025- 527- 25C0008 concernant l'installation d'enseignes sur un immeuble sis 6 rue des Ruchers ZAE Les belles Ouvrières à Saint Vit , déposée le 26 septembre 2025 par SARL MM TCP Tana Calda représentée par Mickaël NEUVILLE dont le siège social est situé 6 rue des Ruchers ZAE Les belles Ouvrières à Saint Vit ;

**CONSIDÉRANT** l'article L.581-8 et L.581-18 du code de l'environnement ;

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** L'autorisation d'installation d'enseigne sur la façade objet de la demande susvisée est accordée ;

Toute enseigne doit respecter les prescriptions du Code de l'environnement, et notamment l'article R.581-59 relatif aux obligations d'extinction des enseignes lumineuses entre 1 heure et 6 heures, sauf dérogation.

Fait à Saint Vit le 06/10/2025

Le Maire de Saint Vit  
Pascal Routhier



Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Doubs.

**Voies et délais de recours :** Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

– **un recours gracieux**, adressé à M. le Maire de Saint Vit  
Service d'Urbanisme ; 3 place de la Mairie 25410 Saint Vit

Dans ce cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de ce recours.

– **un recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif de Besançon ; 30 rue Charles de Gaulle 25000 Besançon

